



La Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest

Parution Numéro 19 – Juin 2018

Sommaire

Vue d'ensemble	1
Activités par domaine	2
Actions de formation	9
Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du Centre à fin juin 2018	14
Activités à venir	15

Vue d'ensemble

Cette dix-neuvième parution de la Gazette de l'AFRITAC de l'Ouest couvre les activités du deuxième trimestre de l'année 2018 (avril, mai et juin). Au cours de cette période, le Centre a organisé plusieurs missions d'assistance technique dont les principaux résultats sont fournis dans ce numéro. S'agissant des activités de formation, le Centre a organisé trois stages d'immersion, au profit de sept cadres dans les domaines de la supervision et restructuration bancaires et des administrations fiscale et douanière. En outre, l'AFRITAC de l'Ouest a organisé cinq séminaires dans les domaines des statistiques de finances publiques, des statistiques du secteur réel, de la gestion des dépenses publiques, de l'administration des recettes, de la gestion de la dette, ainsi qu'un cours régional en collaboration avec l'Institut du FMI pour le renforcement des capacités. Ces actions de formation ont permis de renforcer les capacités des participants sur le cadre révisé de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu, la programmation et les politiques financières, la préparation du bilan d'ouverture et la construction des états financiers, l'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques au sous-secteur de la sécurité sociale, la diffusion de comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels dans le contexte du changement d'année de base et sur la présentation et la gestion des fonctionnalités du nouvel outil d'information fiscale et financière.



Activités par domaine

Administration douanière

Burkina Faso – Renforcement de la gestion, du suivi et du contrôle des exonérations.

L'assistance technique de l'AFRITAC de l'Ouest a consisté à évaluer les précédentes préconisations en matière d'exonération, et à fournir un appui au renforcement des contrôles desdites exonérations. Il a été noté que certaines mesures prioritaires ont été mises en place, notamment en ce qui concerne (1) la gestion des exonérations (suppression de l'obligation de faire valider les attestations d'exonérations par le Directeur Général, actualisation en cours des textes dans l'application informatique pour la gestion des exonérations), et (2) l'informatisation et la dématérialisation de la gestion des exonérations. Toutefois plusieurs autres mesures ont pris un certain retard ou n'ont pas encore été réalisées. Parmi elles, on peut citer : le suivi des projets d'investissements, la codification appliquée à chaque type d'exonération, et la mise en production du module "Gestion des exonérations". Enfin, en collaboration avec les principaux représentants de la Direction des enquêtes douanières, les experts de l'AFRITAC de l'Ouest ont mis au point un plan d'actions en deux volets pour le renforcement du Service des contrôles après dédouanement.

Mali – Renforcement de la fonction évaluation en douane.

L'appui du Centre a permis de constater certaines avancées positives qui pourront avoir un impact évident sur la capacité de la Direction générale des douanes à s'approprier le projet sur le renforcement de l'évaluation en douane. Le Groupe-Projet a été constitué et des plans d'actions ont été élaborés par les cinq sous-groupes pour répondre aux objectifs fixés dans les préalables au projet. Toutefois, la participation et la contribution des membres au Groupe-Projet demeurent insuffisantes pour que ce dernier soit vraiment opérationnel. Un groupe de travail composé d'experts fonctionnels et techniques a été constitué pour faire avancer la mise en production du module « Valeur » du Système de Déroulement Automatisé des Marchandises (SYDONIA World). Même si les actions développées vont dans le bon sens, il faudra cependant que les informaticiens se rendent plus disponibles afin de finaliser et de développer les quelques composantes vitales à la réussite du projet comme le champ bloquant et la base de données de référence.

Côte d'Ivoire – Renforcement de la gestion, du suivi et du contrôle des exonérations.

Avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest, de façon générale, la presque totalité des mesures préconisées par la mission de juin 2017 a été exécutée ou est en cours de réalisation. La mise en place d'une section dédiée aux contrôles et au suivi par bénéficiaire/projet à la Direction des régimes économiques (DRE) a été réalisée. Seule la mise en activité d'un nouveau service dédié aux contrôles et suivi par bénéficiaires/projets n'est pas finalisée. Depuis août 2017, la Direction Générale des Douanes (DGD) a procédé à l'intégration du bureau de dédouanement de marchandises bénéficiant d'exonération (bureau 9) dans le système de gestion automatisée du risque. Ce qui a eu pour conséquence la diminution de 50 % des déclarations orientées en circuit de contrôle. Depuis janvier 2018, la gestion des exonérations est automatisée par le biais du module "Gestion des exonérations" dans le Système de Déroulement Automatisé des Marchandises. En effet, il est maintenant possible de créer un inventaire des bases légales et des marchandises pour les projets d'investissements avant leur arrivée sur le sol ivoirien. De même, pour les marchandises exonérées par transactions (article religieux, matériels agricole, médical, solaire,

etc.), l'obligation de demander une attestation est maintenant levée, car le dispositif est entièrement automatisé.

Sénégal - Contrôle de la valeur en douane.

L'assistance technique fournie par le Centre a permis de constater que les recommandations faites par le département des finances publiques du FMI, ont été totalement ou partiellement exécutées. Cela s'est notamment traduit par : (1) l'élaboration d'un fichier de prix indicatifs devant servir d'outil d'aide à la décision, mais qui n'a pas encore été mis en production; (2) les données de la société COTECNA relatives aux demandes préalables d'importation (DPI) et aux attestations de valeur (AV) sont transférées automatiquement dans le système GAINDÉ qui procède à un contrôle de conformité avec les éléments déclarés ; (3) les vérifications de la valeur sont réalisées selon la procédure fixée par l'OMC et des comptes-rendus des justifications produites sont faits via le certificat de visite et (4) la réconciliation des valeurs (indicatives, cibles et retenues) est opérée mensuellement par les services de la Direction du renseignement et des enquêtes douanières (DRED). Seules les recommandations portant sur la création de la cellule nationale dédiée et l'obligation du champ bloquant pour les données de la domiciliation bancaire n'ont pas été rendues effectives.

Niger – Projet pluriannuel d'assistance technique pour le renforcement de l'évaluation en douane.

L'appui technique de l'AFRITAC de l'Ouest a permis de constater que pour soutenir la mise en application de la valeur transactionnelle, entrée en vigueur en juin 2017, la Direction générale des douanes (DGD) s'est également attelée à la création de la Cellule Valeur. Outre ces dispositions très importantes, la DGD a mis en production le module "Valeur" du Système de Dédouanement Automatisé des Marchandises (SYDONIA World) et les travaux d'implémentation de Certificat de visite (CV) sont en cours. Cependant, la valeur transactionnelle n'est pas appliquée selon les normes édictées par l'article VII de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Son utilisation par les douaniers consiste à se référer à une valeur minimale préalablement déterminée qui, une fois approuvée par le Comité "Valeur et Sélectivité", est introduite dans le module "Valeur" de SYDONIA World de façon bloquante. Ce qui implique que la valeur déclarée ne pourra pas être inférieure à la valeur minimale définie. Un tel procédé est contraire aux dispositions de l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Ce constat peut être redressé par la mise en œuvre de plusieurs mesures dans le cadre d'un projet pluriannuel d'assistance technique (PPAT) qui est proposé à la DGD. Son objectif principal sera la réappropriation et la maîtrise, par les agents, de la fonction d'évaluation en douane selon les dispositions de l'Accord de l'OMC. Ce projet pourrait s'articuler autour de sept axes ayant chacun un rôle primordial dans sa réussite : (1) le Comité de supervision, (2) la Cellule Valeur, (3) la formation, (4) l'outil informatique SYDONIA World, (5) les produits à définir, (6) le contrôle après dédouanement et (7) la communication.

Administration fiscale

Bénin – Fiabilisation du fichier des contribuables.

L'appui technique du Centre a permis d'enregistrer d'importants progrès : (1) les centres des impôts des moyennes entreprises ont été rattachés aux directions locales ; (2) une plateforme d'échange automatique des données entre la douane et les impôts a été mise en place ; (3) le fichier national des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée est désormais accessible en ligne sur le site de la Direction générale des impôts ; (4) le déploiement de l'application SIGTAS (Système intégré de gestion des taxes et assimilés) à la Direction des grandes entreprises a permis la télédéclaration pour les contribuables les plus importants ; (5) un système de caisses enregistreuses connectées directement au système informatique de la DGI a été instauré ; et (6) un prélèvement de 10% sur les importations pour les contribuables non connus du fisc a été introduit dans la législation. Le recouvrement des arriérés d'impôt s'est également amélioré avec des apurements représentant près de 191 % des prises en charge en 2017, soit près du double des résultats atteints en 2016. Les actions de poursuite auprès des entreprises publiques ont permis le recouvrement exceptionnel de 20 milliards de FCFA sur un stock initial d'arriérés de près de 28 milliards de FCFA. Mais, des faiblesses, notamment celles liées aux effectifs, demeurent : le redéploiement du personnel vers les structures de recherche et de contrôle, qui est à saluer, n'a toutefois pas été réalisé à hauteur des besoins. Les structures centrales continuent d'accaparer 36% des agents, ce qui est supérieur aux standards internationaux (de l'ordre de 20%).

Mali – Renforcement de l'administration des moyennes entreprises.

L'appui du Centre s'est concentré sur le contrôle ponctuel des entreprises moyennes. Tous les aspects ont été abordés : programmation, réalisation, analyse et suivi des résultats. Les responsables opérationnels ont été sensibilisés sur les modalités pratiques de sélection des dossiers, sur les impôts à cibler et sur les périodes à viser, mettant l'accent sur les priorités à dégager compte tenu des enjeux et des ressources disponibles. Un accent particulier a été mis sur le besoin d'augmenter le taux actuel de couverture des déclarations de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) créditrices ou néant, de 19% en mars 2018 à au moins 30% à la fin de l'année. Pour atteindre cette cible, tout à fait réaliste (le taux de couverture des grandes entreprises est de 41%) : l'assistance technique a permis : (1) de préciser la méthodologie de la collecte des indicateurs de gestion ; (2) de compléter le tableau de bord mensuel qui intègre désormais le nombre des déclarations de TVA créditrices ou néant ; (3) d'améliorer l'ergonomie du formulaire consolidé ; (4) d'élaborer une méthodologie pour la programmation des contrôles ponctuels de TVA et de définir une méthodologie pour la conduite des travaux de contrôle sur place avec les services opérationnels. Dans ce cadre, 25 agents d'assiette et de contrôle, la plupart novices, ont par ainsi été formés sur deux jours, sur la conduite d'un contrôle ponctuel, tant sur le plan procédural, qu'en ce qui concerne les investigations à mener et la conduite à tenir en entreprise.

Togo– Renforcement des fonctions fiscales clés de l'Office Togolais des Recettes.

L'assistance technique a permis d'évaluer le niveau d'avancement des différents travaux entamés en novembre 2017. A ce titre, la poursuite de l'assainissement des fichiers des Directions des grandes et moyennes entreprises (DGE et DME) a été notée, ainsi que les efforts de sensibilisation des grandes entreprises sur l'obligation de déclaration des renseignements avec comme résultat 400 régularisations

enregistrées (70% du fichier) et l'instruction d'une dizaine de contentieux à enjeu. Toutefois, les perspectives de finalisation de plusieurs activités engagées restent faibles à court terme, dès lors qu'elles n'ont pas été expressément inscrites dans les contrats de performance, que les manuels de procédures sont toujours en projet et le dispositif de suivi inexistant.

Pour atteindre les cibles ci-dessus, deux sessions de formation ont été organisées. Elles ont permis de sensibiliser les responsables aux fondamentaux de la gestion par les risques et de diffuser auprès des agents le cadre conceptuel de la surveillance des déclarations mensuelles. Des travaux de détection des déclarations à risque ont été menés ensuite pour familiariser les agents avec le traitement des données sur Excel, en attendant l'informatisation en projet. La phase de présentation des résultats (251 déclarations mensuelles à risque pour la seule DGE, soit 45% du fichier) a permis de vulgariser les techniques d'analyse comparative. Un projet de note décrivant les procédures devant sous-tendre cette démarche a enfin été laissé aux autorités.

Gestion des finances publiques

Côte d'Ivoire – Appui à la mise en œuvre des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP).

Cet appui s'inscrit dans la poursuite d'une série de missions d'assistance technique aux autorités, débutée en avril 2017 et poursuivie en janvier-février 2018, visant à les appuyer pour la mise en œuvre graduelle des autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) dans un contexte d'accélération des réformes en vue d'une bascule imminente en budgétisation par programme envisagée à partir de 2019. Les recommandations de la précédente mission de janvier-février 2018 n'ont pas encore été mises en œuvre à ce jour. Cela s'est traduit par un retard important par rapport à l'échéance de janvier 2019 retenue pour la bascule en budget-programme (BP). Le défi pour le rattrapage de ce retard avant la finalisation des Documents de programmation pluriannuelle des dépenses 2019-2021 est énorme et mérite d'être adressé le plus tôt possible. L'appui a également permis d'organiser un atelier de deux jours portant sur le renforcement de capacités des acteurs sur la gestion budgétaire en AE/CP qui a réuni plus de cinquante (50) participants représentant les services centraux concernés du Secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé du budget et du portefeuille de l'Etat (SEPMBPE) et de celui du Ministère du Plan et du Développement (MPD), ainsi que des services financiers et de planification de sept (7) ministères désignés par les autorités. L'atelier a été suivi par des séances de travail avec les services de chacun des sept ministères susmentionnés en vue de les assister à structurer les dépenses de leurs budgets d'investissement en AE et CP.

Niger – Revue des Documents de programmation pluriannuelle de dépenses et des projets annuels de performances (DPPD/PAP) 2018-2020.

L'assistance technique du Centre a permis de noter qu'avec le soutien des autorités nigériennes depuis un peu plus d'un an d'une dynamique marquée de réforme, six ans après l'adoption de la Loi organique des lois de finances (LOLF), la bascule au budget de programme est effective depuis le 1er janvier 2018. Cependant, en termes de processus, l'examen de la préparation du budget de programme 2018 met en

évidence plusieurs problèmes qui touchent d'abord les conditions de préparation des DPPD/PAP qu'il conviendrait de prendre en compte dans la préparation des prochains budgets. Cette assistance technique a également consisté à animer un atelier de revue des DPPD/PAP qui a permis à l'ensemble des acteurs concernés (i) d'échanger sur les forces et faiblesses du processus ainsi que des outils et méthodes utilisés dans le cadre de l'élaboration du premier budget programme du Niger ; (ii) de confronter ces derniers à d'autres expériences nationales ; et (iii) de dégager des préconisations opérationnelles pour améliorer la qualité des prochains DPPD/PAP. L'atelier a enregistré la participation d'une quarantaine de cadres des différentes structures invitées.

Sénégal – Appui à la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice.

L'appui de l'AFRITAC de l'Ouest a permis de constater que la fiche sur les participations financières de l'Etat, produite lors de la mission de février 2018, a été enrichie de 8 autres fiches relatives aux immobilisations estimées prioritaires par les responsables rencontrés et aux charges et produits. Par ailleurs, les travaux conduits à ce jour ne permettent pas d'envisager un bilan d'ouverture exhaustif au 1er janvier 2020. Au-delà du prérequis sur le caractère opérationnel des normes, l'ampleur des données à recenser et la maîtrise de la démarche induisent une approche itérative et sincère des données comptables à intégrer au bilan de l'Etat. Plusieurs recommandations ont été faites pour que les normes comptables soient opérationnelles et pour l'avancement du bilan d'ouverture.

Gestion de la dette et développement des marchés financiers

Togo– Manuel de procédures pour les activités de gestion de la dette publique.

Des progrès ont été réalisés dans le cadre de la centralisation des responsabilités de gestion de la dette et de l'opérationnalisation de la nouvelle direction de la dette. Toutefois, la structure organisationnelle en place est encore en décalage avec le contenu de l'arrêté de septembre 2017 portant organisation et fonctionnement de la nouvelle Direction de la dette publique et du financement (DDPF). En effet, l'arrêté n'a pas été encore exécuté : les Chefs de Division et de Section n'ont pas encore été nommés et les agents n'ont pas encore été redéployés dans les différentes divisions de la DDPF. Les dossiers continuent donc d'être affectés selon l'ancien régime organisationnel. Le Centre a proposé une description sommaire des responsabilités de chaque division dans l'exécution des tâches de gestion de la dette qui pourrait servir de boussole aux autorités pour affecter les dossiers. Pour s'assurer que les agents connaissent les processus de travail sous le nouveau cadre organisationnel, un projet de manuel a été élaboré avec les agents de la DDPF. Les procédures proposées tiennent compte du cadre institutionnel de gestion de la dette et des dispositions administratives. L'élaboration du manuel offre l'opportunité de suggérer des améliorations à certaines méthodes de travail et propose des procédures de travail qui atténuent des risques qui ont été jusqu'à présent négligés.

Mali– Renforcement du système de gestion de la base de données de la dette publique.

Cet appui a permis de noter qu'environ 90% des recommandations dues à fin mars 2018 ont été mises en œuvre. L'utilisation du système d'enregistrement et de gestion des données de la dette (SIGED) est plus conviviale. Cependant, des erreurs de spécification des formules de calcul de l'encours de la dette limitent encore l'exploitation de certaines informations générées par le système. Des séances de formation ont été organisées pour clarifier la spécification desdites formules. Les clarifications apportées permettront aux développeurs de corriger les erreurs identifiées et d'améliorer ainsi la fiabilité des rapports existants. Par ailleurs, l'assistance technique du Centre a aidé l'équipe de développeurs dans la spécification sommaire des fonctionnalités à développer en vue de permettre l'enregistrement et la gestion des bons et obligations du Trésor dans le SIGED. Elle a aussi aidé les développeurs dans la conception de sept nouveaux rapports qui permettraient de générer des indicateurs de dette et de faciliter le suivi des indicateurs de risque. Des améliorations ont été également suggérées en vue de corriger les incohérences notées dans certains rapports et résoudre certains problèmes identifiés. Au regard des progrès réalisés et des nouvelles améliorations identifiées, un nouveau chronogramme d'actions a été élaboré.

Guinée-Bissau-Renforcement du cadre organisationnel pour la gestion de la dette publique.

Afin de pallier à la faiblesse du cadre organisationnel actuel, les experts de l'AFRITAC de l'Ouest ont suggéré une réorganisation du cadre de gestion de la dette en deux étapes. En premier lieu, une structuration de l'actuelle Direction générale de la dette publique (DGDP) selon le modèle *front, middle et back office* avec des tâches limitées ; et en second lieu, quand le décret créant la DGDP sera publié, une réadaptation de l'organigramme et des missions proposées.

Agence UMOA-Titres (AUT) – Elaboration des conventions pour le marché des titres d'état de l'UEMOA.

Malgré l'évolution du marché régional des titres publics au cours des dernières années, le marché secondaire est encore peu actif. La fragmentation du marché des titres d'État s'est répercutée sur les standards et formules utilisés pour le calcul du prix (rendement) et des intérêts des titres d'État négociés à la Bourse et sur les marchés de gré à gré. L'assistance technique apporté par l'AFRITAC de l'Ouest a permis de produire un projet de conventions qui pourrait servir de guide pour les standards et les formules à utiliser pour le calcul des prix, des intérêts et des taux de rendement des titres d'État de l'UEMOA négociés sur le marché de gré à gré. En plus, pour faciliter l'adoption des standards et formules proposés, les experts du Centre ont recommandé qu'ils soient endossés par les associations professionnelles des participants au marché et par l'AUT en sa qualité de représentant des Trésors publics de l'UEMOA. Par ailleurs, les experts du Centre ont insisté sur le besoin d'élaborer un code de conduite pour encadrer les pratiques de négociation des titres d'État, afin de renforcer l'intégrité du marché.

Statistiques de finances publiques

Mauritanie - Affinement du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) et élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques (SFP).

Les travaux d'assistance technique se sont focalisés sur l'identification des structures devant constituer et conduire les travaux d'élaboration des statistiques de finances publiques. L'appui a permis de constater le peu de progrès réalisés depuis la dernière mission d'assistance technique de décembre 2016. Cette situation est imputable à l'absence d'une structure ou d'une équipe chargée de conduire les travaux de migration aux normes du Manuel de Statistiques de Finances Publiques 2001/2014. Pour un besoin d'exhaustivité des opérations financières de l'administration publique en générale et centrale budgétaire en particulier, les experts du Centre ont recommandé au comité SFP, l'organisation de séances de sensibilisation des structures et acteurs de finances publiques, en vue de disposer de toutes les informations relatives à la gestion financière publique. Cette activité incitera à une plus grande implication de tous les acteurs des finances publiques.

Guinée – Mise en place d'un comité pour l'élaboration des statistiques de finances publiques.

Les travaux d'assistance technique se sont focalisés essentiellement sur la rédaction du projet d'arrêté portant création du comité des statistiques de finances publiques (comité SFP). Pour rappel, ce comité devrait avoir les ressources humaines et financières adéquates, être imputable de l'avancement des travaux et avoir la capacité de mobiliser les services producteurs de données primaires pour l'élaboration des SFP. Le projet d'arrêté interministériel rédigé, portant création d'un Comité des Statistiques de Finances Publiques, a été soumis aux Cabinets des Ministères de l'Economie et des Finances (MEF) ainsi que du Budget (MB) pour validation.

Statistiques du secteur réel

Mali - Elaboration des comptes nationaux trimestriels (CNT).

L'appui technique de l'AFRITAC de l'Ouest a permis de constater que de nouvelles améliorations sont en cours pour l'estimation des comptes nationaux trimestriels. Il s'agit notamment de l'utilisation des indicateurs de haute fréquence que l'Institut National de la Statistique a récemment publiés. Les experts du Centre ont aidé l'équipe des CNT à évaluer les indicateurs des CNT pour s'assurer qu'ils sont toujours fiables et appropriés pour la trimestrialisation des agrégats annuels. De nouvelles sources de données ont été examinées aux cours des travaux. Il s'agit notamment des données mensuelles sur le chiffre d'affaires obtenues auprès de la Direction générale des impôts, des dépenses publiques (rémunération des employés, consommation intermédiaire), et de l'indice amélioré de la production industrielle (IHPI). Le Centre a également fourni à l'équipe des CNT une formation sur la sélection et l'évaluation des Indicateurs de haute fréquence, sur l'identification des sources alternatives fournissant des indicateurs de court-terme potentiels, et il a aidé à la rédaction de la note d'analyse des résultats de l'estimation du PIB trimestriel.

Analyse macroéconomique et budgétaire

Guinée-Bissau-renforcement du dispositif de cadrage macroéconomique et budgétaire.

Les travaux d'assistance technique ont permis d'auditer le fonctionnement du modèle TCHINTCHOR, de corriger les défaillances constatées, et de renforcer les capacités des cadres sur la construction et le fonctionnement du modèle à travers l'animation d'un atelier de formation sur trois jours. Sur le volet budgétaire, la mission a évalué les pratiques du cadrage budgétaire et animé un atelier de formation et d'échanges sur le cadrage budgétaire à moyen terme. Globalement, le dispositif de cadrage macroéconomique fonctionne. En effet, le cadrage macroéconomique est produit et régulièrement mis à jour par le Comité mis en place ; et ces cadrages sont utilisés par les différentes administrations bien qu'à des degrés divers. Les travaux ont également donné lieu à la préparation d'un plan de renforcement du système de cadrage macroéconomique et budgétaire.

Côte d'Ivoire-Amélioration des Dispositifs de Cadrages Macro-économiques et budgétaires.

Les échanges entre les experts de l'AFRITAC de l'Ouest et l'administration ont débouché sur la nécessité d'engager la réécriture du modèle BUGECO en y intégrant les quatre comptes macroéconomiques. Il s'agit notamment de renforcer la cohérence des projections par l'intégration des modules Balance des paiements et situation monétaire intégrée, ainsi que l'amélioration de la projection des agrégats du Tableau des Opérations Financières de l'État.

Actions de formation

« Réappropriation de la fonction évaluation en douane », Nouakchott du 18 au 22 juin 2018.

Stage d'apprentissage par les pairs – Pays hôte : Mauritanie ; Pays bénéficiaire : Niger.

Ce stage a permis aux bénéficiaires qui sont deux cadres-responsables en charge de la fonction évaluation en douane dont le responsable de la Cellule Valeur ainsi qu'un cadre informaticien maîtrisant le système informatique douanier de la Direction générale des douanes (DGD) du Niger d'appréhender les défis que représentent l'application de la valeur transactionnelle et sa réappropriation. Il leur a surtout permis de s'imprégner de l'expérience mauritanienne, s'agissant notamment : des modalités de mise en œuvre et de fonctionnement du Bureau national de la valeur ; de l'utilisation des outils informatiques comme outils d'aide à la décision pour les vérificateurs (base de données Bureau national de la valeur et module Valeur de SYDONIA World) ; du niveau d'appropriation des vérificateurs en ce qui concerne l'application progressive de la valeur transactionnelle dans les opérations de dédouanement quotidiennes.

« Méthodologie et outil de notation des établissements de crédit », Rabat du 14 au 18 mai 2018.

Stage d'apprentissage par les pairs – Pays hôte : Maroc ; Pays bénéficiaire : Mauritanie.

La Banque Centrale de Mauritanie a déployé au cours des dernières années un outil de notation des établissements de crédit qui contribue, dans le cadre de la mise en œuvre d'une Supervision basée sur les risques, à identifier les zones de vulnérabilités et de faiblesses du système bancaire mauritanien. Pour parfaire cet outil, les réflexions actuellement à l'œuvre pourraient bénéficier de l'expérience d'une autre banque centrale, sensiblement comparable qui pourrait inspirer l'adoption de nouveaux critères d'appréciation et la révision de certains processus opérationnels associés à l'évaluation des banques.

C'est dans ce contexte que cette mission d'apprentissage par les pairs a été organisée par l'AFRITAC de l'Ouest à l'intention de deux inspecteurs de la Direction de la Supervision bancaire (DSB) de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM). Elle leur a permis de s'approprier de la méthodologie de notation des banques au Maroc et du cadre opérationnel dans lequel elle est mise en œuvre.

« L'administration des moyennes entreprises », Abidjan du 16 au 20 avril 2018.

Stage d'apprentissage par les pairs – Pays hôte : Côte d'Ivoire ; Pays bénéficiaire : Mali.

La Direction générale des impôts du Mali a décidé de s'engager dans une profonde réorganisation de son modèle d'administration des moyennes entreprises afin d'en améliorer la performance. Elle entend actionner le levier organisationnel en mettant en place plusieurs centres des impôts des moyennes entreprises, intégrés aux directions locales et non plus regroupés au sein d'une seule et même entité à compétence nationale comme actuellement. Le voyage d'étude organisé par le Centre en avril 2018, a permis à trois hauts cadres de l'administration des impôts du Mali, en s'immergeant dans le quotidien des quatre centres des impôts des moyennes entreprises d'Abidjan, de s'approprier les enjeux et défis que représente une telle administration des moyennes entreprises, en particulier en matière d'organisation interne, de calendrier des travaux, de pilotage, ainsi qu'en ce qui concerne les synergies à développer entre l'assiette, le contrôle et le recouvrement, condition essentielle à la réussite à long terme d'un tel projet.

« UEMOA – Atelier national sur la mise en œuvre de la directive de l'UEMOA portant tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) », Abidjan du 25 au 27 avril 2018.

Atelier national – Côte d'Ivoire.

Le centre a Co-animé un atelier national en Côte d'Ivoire avec la commission de l'UEMOA, portant sur la mise en œuvre de la directive 2009 de l'UEMOA portant TOFE. L'intervention du Centre a porté particulièrement sur le passage à la comptabilité des droits et obligations, l'établissement du compte de patrimoine, le développement de la comptabilité matière ainsi que l'utilisation de nouvelles sources de données.

« La préparation du bilan d'ouverture et la construction des états financiers de l'Etat. », Lomé du 9 au 13 avril 2018.

Séminaire régional

Le séminaire a réuni trente-cinq participants provenant des Etats couverts par l'AFRITAC de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo). L'objectif poursuivi était d'outiller les participants sur les principales problématiques de la nouvelle comptabilité de l'Etat promue par les directives du cadre harmonisé de gestion des finances publiques dans les pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) notamment, la préparation du bilan d'ouverture, les opérations courantes et de fin d'exercice ainsi que l'élaboration des états financiers. Les travaux se sont déroulés sous forme de présentations suivies de discussions. Les thèmes suivants ont été abordés :

- Impact de la nouvelle fonction comptable sur l'organisation du réseau comptable de l'Etat ;
- Compréhension de la portée et du contenu des états financiers ;
- Préparation de la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice en zone UEMOA ;
- Comptabilisation des opérations d'intégration pour la constitution du premier bilan d'ouverture (+ cas pratiques et corrigés) ;
- Comptabilisation des opérations courantes et de fin d'exercice (+ cas pratiques et corrigés) ;
- Élaboration des états financiers (+ cas pratiques et corrigés).

« La diffusion de comptes nationaux trimestriels cohérents avec les comptes nationaux annuels dans le contexte du changement d'année de base », Abidjan du 23 au 27 avril 2018.

Séminaire régional

Les travaux de ce séminaire ont permis d'introduire les développements récents en matière d'évaluation du PIB trimestriel, apportés par le système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008) et le nouveau manuel sur l'élaboration des comptes trimestriels du FMI. La formation a permis également aux participants d'échanger sur les bonnes pratiques en matière de diffusion des statistiques du secteur réel et de discuter de la disponibilité des statistiques conjoncturelles et des comptes nationaux, base du système des comptes trimestriels et les problèmes posés par la diffusion des comptes en volume aux prix de l'année précédente. En plus, Il a servi à faire un état des lieux des dispositifs existants dans le domaine dans les pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest.



« L'élargissement du champ de couverture des statistiques de finances publiques au sous-secteur de la sécurité sociale », Conakry du 16 au 20 avril 2018.

Séminaire régional

Ce séminaire, qui fait suite à celui organisé en avril 2017, répondait d'une part aux préoccupations des participants (concernant le besoin de formation) et d'autre part à la poursuite du processus de migration des statistiques de finances publiques (SFP), aux normes du *MSFP 2001/2014*, par l'intégration progressive des opérations des sous-secteurs de l'administration publique dont la sécurité sociale. Il a été une opportunité pour les pays et les acteurs des finances publiques, notamment les gestionnaires de risques sociaux, de renforcer leurs capacités en matière de traitement et de compilation des statistiques de finances publiques selon le *MSFP 2001/2014*. En effet, la sectorisation des organismes de protection sociale ainsi que la bonne imputation de leurs opérations dans les SFP permettront de cerner une grande partie des engagements du secteur des administrations publiques, et d'affiner l'analyse de l'évolution et de la viabilité de la politique fiscale. Les travaux ont permis de mettre à la disposition des acteurs des finances publiques, des outils et connaissances pour la production à titre expérimentale du TOFE de la sécurité sociale.

« Présentation et gestion des fonctionnalités du nouvel outil d'information fiscale et financière (ISOCA-ISORA) », Abidjan du 28 mai au 1er juin 2018.

Séminaire régional

Ce séminaire interrégional, organisé conjointement par l'AFRITAC de l'Ouest et du Centre, a regroupé les 19 pays membres des deux Centres, représentés chacun par un cadre de l'administration fiscale et un cadre de l'administration douanière. A cette occasion, ont été présentés : (1) les résultats de la campagne de collecte des données 2014-2015 par les administrations fiscales ; (2) l'élargissement de l'outil aux administrations douanières pour la campagne de collecte des données 2016-2017 ; et (3) les possibilités



offertes par l'application en termes de pilotage. La mise en œuvre de cet outil de gestion de l'information financière conçu par le Département des finances publiques du FMI et sur lequel travaillent les administrations fiscales depuis quelques années constitue un outil précieux à plusieurs titres : (1) il contribue à faciliter et standardiser les études sur les administrations fiscales et douanières grâce à une plateforme électronique de collecte d'informations ; (2) il permet d'améliorer la qualité de l'assistance technique, en mettant à la disposition des partenaires techniques et financiers, une information actuelle sur la performance et ; (3) il produit des données, dont les analyses autorisent des comparaisons régionales ou par pays de même niveau de développement. Les participants ont fait part de leurs expériences respectives en matière de TVA (gestion des exonérations, taux normal et taux réduits, prévision budgétaire avec le calcul et l'analyse du gap entre les recettes perçues et celles que l'on serait en droit d'attendre, délai de

remboursement des crédits de TVA et compte séquestre, mécanisme de la retenue à la source en matière de TVA, notion de TVA comptable au cordon douanier, culture des contrôles fondée sur la gestion du risque, etc.). Les experts du FMI et des deux Centres, s'appuyant sur les exemples développés, ont montré que lorsque les conditions sont réunies, des progrès durables sont possibles (développement des téléprocédures, délai de remboursement des crédits de TVA ramené à 8 jours, mise en place de comptes séquestres, etc.). Les travaux menés ont permis aux participants d'être mieux armés pour renforcer leurs législations et consolider leurs administrations respectives, le tout dans une perspective d'accroissement des recettes à moyen terme.

Cours « Programmation et politiques financières », Dakar du 7 au 18 mai 2018.

En partenariat avec l'Institut du Fonds monétaire international pour le renforcement des capacités, et la BCEAO, l'AFRITAC de l'Ouest a organisé un cours sur la programmation et les politiques financières. Le cours a réuni les représentants de tous les pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest ainsi que de la BCEAO. Le programme du cours a couvert plusieurs thématiques d'intérêts pour les participants, notamment les Interrelations entre les comptes macroéconomiques, les méthodes d'analyse quantitative et prévisionnelle, et les méthodes d'analyse et de projection des quatre comptes macroéconomiques. Plusieurs séances de travaux pratiques ont conduit les participants à présenter à la fin du cours un programme économique et financier sur un cas d'école.



Séminaire sur la conjoncture économique au premier semestre 2018 et les prévisions à court terme 2018-2019 dans les Etats membres de l'UEMOA, en Guinée et en Mauritanie.

Ce séminaire organisé conjointement par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT et AFRITAC de l'Ouest, s'est tenu du 14 au 18 mai 2018 à Dakar. Outre les présentations et les analyses de la conjoncture économique et les perspectives à court terme vues par les délégués des Etats et des institutions régionales, les participants ont échangé sur les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux. L'AFRITAC de l'Ouest a, dans sa communication, présenté les différents cas d'impacts du passage au SCN 2008 sur les modèles macroéconomiques et les exercices de cadrage budgétaire lorsque les nouvelles séries de comptabilité nationale suivant le SCN 2008 seront rendues disponibles. Plusieurs recommandations ont été formulées à l'endroit des Etats et des institutions régionales, dont (i) engager des réflexions en vue de la mise en œuvre d'une stratégie de communication sur les nouvelles séries de données de comptes économiques et leurs projections, impliquant l'ensemble des acteurs (comptables nationaux, statisticiens conjoncturistes, prévisionnistes et banquiers centraux, etc.) et (ii) Mener des réflexions sur les implications des niveaux du PIB induits par les changements d'année de base sur les seuils des critères de convergence.

Comptes rendus de missions mis en ligne sur le site sécurisé du Centre à fin juin 2018

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
BENIN	Administration douanière	Gestion automatisée d'analyse du risque
NIGER	Administration fiscale	Renforcement des fonctions fiscales clés
SENEGAL	Administration fiscale	Renforcement des activités de recherche
Agence UMOA-Titres	Dette et développement des marchés financiers	Vers l'élaboration d'un cadre d'évaluation de la capacité d'absorption
BURKINA FASO	Gestion dépenses publiques	Appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du système de gestion des investissements publics
BURKINA FASO	Gestion dépenses publiques	Appui au renforcement des outils d'exécution de la dépense en mode programme
COTE D'IVOIRE	Gestion dépenses publiques	Appui à la formation des agents du Trésor public
COTE D'IVOIRE	Gestion dépenses publiques	Deuxième mission d'appui à la mise en œuvre des autorisations d'engagement
Mali	Gestion dépenses publiques	Appui à la préparation sur la méthodologie de détermination du Bilan d'ouverture
MAURITANIE	Gestion dépenses publiques	Appui à l'amélioration de la procédure d'exécution et de comptabilisation
SENEGAL	Gestion dépenses publiques	Appui à la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice
TOGO	Gestion dépenses publiques	Internalisation des Normes Comptables
TOGO	Gestion dépenses publiques	Renforcer la programmation pluriannuelle des dépenses
TOGO	Statistiques de finances publiques	Affinement du tableau des opérations financières de l'Etat

Activités à venir

Les principales activités prévues pour la période de juillet à septembre 2018 sont résumées dans le tableau ci-après avec des dates indicatives.

Administration douanière		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date indicative
Bénin	Gestion automatisée du risque	3 au 14 septembre
Côte d'Ivoire	Renforcement des services de surveillance	3 au 14 septembre
Mauritanie	Renforcement du contrôle après dédouanement	30 juillet au 3 août
Administration fiscale		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Renforcement de l'action en recouvrement	13-24 août
Côte d'Ivoire	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	13-24 août
Guinée	Appui au renforcement des opérations fiscales	2-20 juillet
Guinée-Bissau	Poursuite de la fiabilisation du répertoire des contribuables	3-14 septembre
Mali	Renforcement de l'administration des moyennes entreprises	17-28 septembre
Niger	Appui au renforcement des opérations fiscales	6-24 août 30 juillet-17 août
Sénégal	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	27 août-7 septembre
Gestion des dépenses publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du système de gestion des investissements publics	23 juillet-3 août
Burkina Faso	Appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du système de gestion des investissements publics	2-13 juillet
Côte d'Ivoire	Appui à l'élaboration d'une instruction relative à la méthodologie de construction du bilan d'ouverture.	2-13 juillet
Guinée-Bissau	Appui à la rédaction d'un manuel de procédures comptables pour la Trésorerie Générale	20-31 août
Guinée	Appui à la revue qualité des procédures comptables mises en œuvre par les comptables principaux	6-17 août
Sénégal	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement	9-20 juillet
Mauritanie	Appui à la mise en œuvre des Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement	13-24 août

Niger	Appui à l'élaboration d'une instruction relative à la méthodologie de construction du bilan d'ouverture	23 juillet-3 août
Sénégal	Appui au renforcement des documents budgétaires	23 juillet- août ; et 27 août-7 septembre
Sénégal	Appui à l'élaboration d'une cartographie des risques comptables	3-14 septembre
Togo	Appui à la poursuite de la mise en œuvre du Compte Unique du Trésor	17-28 septembre
Statistiques du secteur réel		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée	Comptes nationaux annuels	7-18 mai
Mauritanie	Mise en place d'une nouvelle année de base	9-20 juillet
Côte d'Ivoire	Mise en place d'une nouvelle année de base	16-27 juillet
Guinée-Bissau	Comptes nationaux	6-17 août
Niger	Mise en place d'une nouvelle année de base	3-14 septembre
Gestion de la dette et développement des marchés financiers		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Togo	Développement et mise en œuvre de la stratégie de la dette à moyen terme	7-17 août
Sénégal	Formation sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de la dette	2-6 juillet
Mauritanie	Formation sur l'analyse des emprunts financiers	27-31 août
Mali	Développement et mise en œuvre de la stratégie de la dette à moyen terme	10-14 septembre
Burkina Faso	Formation sur l'analyse des emprunts financiers	9-13 juillet
Côte d'Ivoire	Formation sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de la dette	16-20 juillet
Bénin	Gestion de la dette et gestion de la trésorerie	16-27 juillet
Supervision bancaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA	Supervision basée sur les risques	10-21 septembre
Mauritanie	Évolution du cadre réglementaire et renforcement des capacités	9-20 juillet
BCEAO	Mise en place du ratio de liquidité court terme, Liquidity Coverage Ratio (LCR).	16-27 Juillet
Statistiques de finances publiques		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée-Bissau	Affinement des tables de passage du Tableau des opérations financières de l'État	25 septembre-5 octobre
Niger	Affinement des tables de passage du Tableau des opérations financières de l'État	14-24 août
Sénégal	Situation consolidée des statistiques	17-27 juillet

Togo	Affinement des tables de passage du Tableau des opérations financières de l'État	4-14 septembre
Gestion macro-budgétaire		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Bénéficiaire
Mauritanie	Renforcement du dispositif technique de cadrage macroéconomique	9-20 juillet
Sénégal	Renforcement du dispositif technique de cadrage macroéconomique	27 août-7 septembre
Togo	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomique et budgétaires	17-28 septembre